



# Assemblée générale

Distr. générale  
26 septembre 2000  
Français  
Original: anglais

## Cinquante-cinquième session

Point 20 b) de l'ordre du jour

**Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale : Assistance économique spéciale à certains pays ou régions**

## Secours humanitaires et aide au relèvement et au développement pour le Timor oriental

### Rapport du Secrétaire général\*

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	1	2
II. Historique . . . . .	2 – 7	2
III. Examen de la situation humanitaire . . . . .	8 – 10	3
IV. Besoins des secteurs et aide fournie par l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires . . . . .	11 – 59	3
A. La sécurité alimentaire . . . . .	11 – 18	3
B. La santé . . . . .	19 – 25	4
C. L'éducation . . . . .	26 – 35	5
D. Le rapatriement des réfugiés . . . . .	36 – 39	6
E. La coopération entre les partenaires civils et la composante militaire . . . . .	40 – 41	7
F. La coordination . . . . .	42 – 51	8
G. Développement communautaire, reprise économique et relèvement . . . . .	52 – 59	9
V. Conclusions . . . . .	60	10

\* La note de bas de page demandée par l'Assemblée générale dans sa résolution 54/248 ne figurait pas dans le texte présenté.

## I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application du paragraphe 14 de la résolution 54/96 H de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1999, dans laquelle l'Assemblée priait le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante-cinquième session de l'application de la résolution. Le rapport couvre l'évolution de la situation immédiatement avant et après l'adoption de la résolution 1272 (1999) du Conseil de sécurité, en date du 25 octobre 1999, par laquelle le Conseil créait l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO), qu'il dotait de trois composantes : une composante Gouvernance et administration publique, une composante Aide humanitaire et relèvement d'urgence, et une composante militaire. Le 8 novembre 1999, j'ai nommé Sergio Vieira de Mello mon Représentant spécial au Timor oriental et Administrateur transitoire.

## II. Historique

2. La poussée de violence qui a éclaté après la consultation populaire du 30 août 1999 a provoqué de vastes destructions dans tout le territoire et le déplacement de 75 % de la population à l'intérieur et à l'extérieur du Timor oriental. Les services généraux ont été complètement perturbés, et les populations déplacées ou rentrant chez elles dans tout le territoire se sont retrouvées dépourvues de produits alimentaires, d'eau, d'abri et de services médicaux.

3. La création de la force multinationale de maintien de la paix (INTERFET), décidée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1264 (1999) du 15 septembre 1999, a permis de rétablir un environnement de travail sûr et d'acheminer l'assistance humanitaire immédiate dans tout le territoire, grâce aux efforts collectifs du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), des organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales, de l'INTERFET et des donateurs. La bonne coordination entre l'INTERFET et la communauté d'aide humanitaire a rendu ces interventions plus efficaces. L'opération s'est en outre caractérisée par l'esprit de collaboration et d'engagement des organisations humanitaires participantes.

4. Comme il fallait de toute évidence assurer que les activités de développement soient mises en place au plus vite, une mission d'évaluation commune compo-

sée d'experts venant des organismes des Nations Unies, de la communauté est-timoraise, des donateurs, de la Commission européenne, de la Banque asiatique de développement et du Fonds monétaire international (FMI), sous la direction de la Banque mondiale, a été organisée de la mi-octobre à la mi-novembre 1999. La mission a déterminé les besoins prioritaires à court terme de reconstruction et donné des chiffres estimatifs concernant les besoins de financement externe, en envisageant les activités dans un cadre de développement global couvrant huit secteurs différents. Un aperçu général des conclusions de la mission a été présenté à une conférence de donateurs organisée sous les auspices du Gouvernement japonais à Tokyo les 15 et 16 décembre 1999. La Conférence de Tokyo s'est déroulée sous la coprésidence du Représentant spécial du Secrétaire général et du Vice-Président de la Banque mondiale pour l'Asie et le Pacifique. Le montant des besoins de financement externe présenté pour les activités humanitaires, de reconstruction et de développement au Timor oriental s'élevait à 878,3 millions de dollars des États-Unis sur une période de trois ans. Le montant total des contributions annoncées à la Conférence était de 522,4 millions de dollars, dont 148,9 millions de dollars pour l'assistance humanitaire et 373,4 millions de dollars pour les activités de développement. Une conférence de suivi a été organisée le 23 juin 2000, accueillie par le Gouvernement portugais et coprésidée par la Banque mondiale et l'ATNUTO. Les donateurs ont exprimé leur appui aux activités du Fonds d'affectation spéciale pour le Timor oriental administré par la Banque mondiale, et ont approuvé un programme de travail pour la période allant de juillet à décembre 2000.

5. Pour répondre aux besoins d'urgence, la communauté d'aide humanitaire a convenu d'une série de directives communes pour l'intervention prioritaire. Dans les premiers temps de la crise humanitaire, le processus s'est déroulé sous la direction du Coordonnateur par intérim des opérations humanitaires et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Par la suite, la responsabilité en a été transférée, à compter du 1er janvier 2000, à la composante Aide humanitaire et relèvement d'urgence de l'ATNUTO, sous la direction du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général.

6. Les directives communes ont servi de base aux activités de plus de 200 entités d'action humanitaire (organismes des Nations Unies, organisations non gouvernementales internationales et nationales, CICR et

organisations religieuses locales) de septembre 1999 à fin juin 2000. Les priorités ont été établies : aider les réfugiés à revenir au Timor oriental; assurer la sécurité alimentaire en apportant une assistance alimentaire, ainsi que des graines et des outils; assurer des soins de santé primaires dans toutes les zones rurales et urbaines; assurer l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement; reconstruire quelque 35 000 logis; et faciliter le développement communautaire et le relèvement économique en réparant d'urgence l'infrastructure (en particulier les centrales électriques), en rouvrant les écoles, en lançant des programmes de microcrédit, en établissant des services de conseil et de soutien pour les victimes de traumatismes psychosociaux et en menant des projets de réconciliation dans les communautés.

7. Ensemble, les divers organismes ont aussi reconnu la nécessité d'élaborer très tôt des stratégies pour assurer la transition sans heurt des activités de secours à des programmes visant le développement à plus long terme. Les principes directeurs de l'action humanitaire prévoyaient aussi le transfert des responsabilités de coordination sectorielle des organismes d'aide humanitaire aux départements de l'ATNUTO à mesure que le gros des activités du programme passaient des secours humanitaires aux interventions visant le développement durable. Ces responsabilités ayant maintenant été entièrement transférées, les départements de l'ATNUTO ont mis en place les services nécessaires pour assurer la coordination de leurs activités sectorielles respectives.

### **III. Examen de la situation humanitaire**

8. Les programmes humanitaires au Timor oriental ont été marqués par l'engagement sans réserve des institutions et organisations participantes à apporter une réponse coordonnée et intégrée à la crise. L'assistance des organisations et institutions humanitaires a porté sur tous les secteurs humanitaires, à mesure que l'INTERFET sécurisait l'environnement dans lequel elles travaillaient. La rapidité de la réponse apportée par les donateurs aux besoins des partenaires humanitaires, tant financièrement qu'en nature, a permis aux organisations et institutions d'acheminer les matériels, les équipements et les fournitures dont on avait un besoin urgent, avant que la situation des populations touchées n'empire.

9. En particulier, la collaboration étroite entre les partenaires civils et les forces militaires ont contribué au succès global de l'effort humanitaire au Timor oriental. L'INTERFET a réussi très vite à toucher des secteurs éloignés et difficiles d'accès et à acquérir et communiquer d'utiles informations sur l'état des populations touchées. Dans nombre de cas, l'INTERFET a apporté immédiatement des secours à mesure qu'elle se déployait. Les organismes humanitaires ont suivi et apporté un appui supplémentaire.

10. Avec le transfert des responsabilités du maintien de la paix de l'INTERFET à la composante militaire de l'ATNUTO en février 2000, cette dernière a pris en charge le soutien logistique, les services de remise en état et de réparation des routes, l'assistance aux services de santé et la construction d'écoles, et l'information sur la situation humanitaire dans les régions difficiles d'accès.

## **IV. Besoins des secteurs et aide fournie par l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires**

### **A. La sécurité alimentaire**

11. La violence qui a éclaté à la suite de la consultation populaire du 30 août 1999 a causé une désorganisation critique de l'activité économique et de la production agricole. Dans l'ensemble, les stocks alimentaires et le bétail ont été pillés ou sérieusement endommagés, ce qui a amené de graves pénuries dans tout le territoire.

12. Une opération d'assistance alimentaire d'urgence a été lancée à la mi-septembre 1999 pour répondre immédiatement aux besoins d'aide alimentaire, dans l'esprit de la résolution 1264 (1999) du Conseil de sécurité. Au titre de cette opération, pour lesquelles les besoins totaux étaient de 8 333 tonnes de produits alimentaires évalués à 5,6 millions de dollars des États-Unis, le Programme alimentaire mondial (PAM) et ses partenaires d'exécution ont apporté immédiatement une assistance à 150 000 bénéficiaires se trouvant dans les zones les plus touchées du Timor oriental.

13. L'objectif initial de l'intervention était d'assurer une nutrition adéquate à ceux qui avaient temporairement perdu tout moyen de subvenir à leurs propres besoins. On s'est occupé particulièrement des rapatriés et

des personnes déplacées, et d'établir un filet de sécurité sociale pour les autres groupes vulnérables. Au cours de la période de septembre 1999 à fin juin 2000, le PAM a distribué plus de 27 000 tonnes de produits alimentaires, et le CICR et l'organisation CARE, International, en ont distribué 11 000 tonnes de plus dans le cadre d'opérations de distribution générale de vivres et de programmes d'alimentation ciblés.

14. Bien que l'objectif fondamental d'assurer la sécurité alimentaire demeure le même, le PAM et ses partenaires du programme d'alimentation ont entamé la phase relèvement et reconstruction de leurs opérations et commencé d'utiliser l'alimentation comme catalyseur des activités de relèvement grâce à des projets « vivres contre travail », des programmes d'alimentation scolaire et des stimulants offerts aux enseignants. Les plans de futures interventions au Timor oriental viseront tant le court terme que le long terme. La création de l'unité de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité et le renforcement des capacités de contrôle et d'évaluation permettront d'affiner le ciblage et d'améliorer l'impact de la programmation alimentaire. Les récents rapports de mission du PAM, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de la Banque mondiale, alliés au cadre de politique alimentaire que l'ATNUTO commence à mettre en place, devraient assurer l'élaboration de stratégies efficaces pour les interventions en cours et futures.

15. D'après une évaluation initiale des vivres et des récoltes menée par la FAO et le PAM en décembre 1999, les chiffres avancés pour la production agricole de 2000, estimée entre 40 et 50 % de la production annuelle moyenne, seraient dépassés. Les estimations révisées pour la récolte de maïs d'avril-mai se situent à 70 % de la moyenne établie. Cette augmentation est directement due au succès de la distribution d'urgence de graines et d'outils, et témoigne de la capacité d'adaptation des agriculteurs est-timorais.

16. Malgré l'amélioration de la situation alimentaire, la FAO et le PAM soulignent que, du fait des perturbations subies dans l'économie, en particulier l'infrastructure du marché et l'accès aux marchés, de la perte des ressources productives et de la réduction des activités génératrices de revenu, l'insécurité alimentaire continuera de planer sur un grand nombre de gens dans les derniers mois de 2000 et les mois d'avant la moisson de 2001.

17. Pour répondre aux besoins de la prochaine saison agricole, la FAO, en collaboration étroite avec le Département de l'agriculture de l'ATNUTO, a planté des variétés de maïs adaptées aux conditions locales et des variétés améliorées de riz pendant la saison sèche, de façon à accroître les stocks de graines pour la principale saison des semailles en novembre. Les graines sont destinées aux agriculteurs réfugiés rapatriés et aux agriculteurs locaux qui ont perdu leurs stocks de graines l'année passée.

18. Bien qu'un certain nombre de donateurs, d'organismes gouvernementaux d'aide, la FAO, l'ATNUTO et des organisations non gouvernementales, apportent un certain appui au secteur agricole, on prévoit que l'assistance à l'agriculture, à l'élevage et à la pêche sera insuffisante la saison prochaine. On prévoit donc, dans les préparatifs de plante de la fin de l'année 2000, de couvrir les besoins alimentaires au-delà de la récolte de mars et d'avril 2001.

## B. La santé

19. La destruction généralisée de l'infrastructure publique et privée apparaît aussi à l'évidence dans la détérioration de la majorité des installations sanitaires du Timor oriental. En outre, la fuite des médecins et du noyau essentiel de professionnels de la santé (dont un grand nombre sont des ressortissants indonésiens), qui assuraient les services de santé curatifs et publics, a créé une pénurie de personnel qualifié dans ce secteur.

20. Quelques jours seulement après le déploiement de l'INTERFET, le CICR et 15 organisations non gouvernementales internationales, de concert avec des équipes médicales militaires de l'INTERFET, ont commencé à assurer des services de santé à la population. En outre, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a fourni des trousseaux médicaux standard qui devraient suffire pour soigner 620 000 personnes pendant trois mois, et a coordonné les activités des ONG internationales travaillant dans ce secteur.

21. Grâce à la collaboration entre l'UNICEF, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), les organisations non gouvernementales internationales et le CICR, des équipes d'immunisation ont pu être déployées à tous les points d'entrée des réfugiés rentrant chez eux. Cet effort, allié à l'appui apporté aux services d'immunisation ailleurs dans le pays, a permis d'immuniser 55 000 enfants contre la rougeole en oc-

tobre 1999. Cette opération a contribué dans une très grande mesure à contrôler et à prévenir des poussées généralisées de maladies et, finalement, de rétablir le programme normal d'immunisation en mars 2000.

22. Parmi les autres mesures préventives d'urgence, on peut citer la distribution de plus de 90 000 moustiquaires, qu'on pense avoir contribué à atténuer, sans pour autant éliminer, l'incidence élevée de paludisme grave et de dengue. La fourniture par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) de trousse de soins de santé en matière de reproduction contenant des médicaments et des fournitures médicales a permis d'assurer que l'on disposait de suffisamment de matériel pour permettre aux femmes d'accoucher dans des conditions salubres et sans risques. Le fait que l'assistance alimentaire, y compris les aliments complémentaires, soit arrivée très vite, a été d'importance critique pour prévenir la malnutrition et réduire l'incidence de maladies liées à une alimentation insuffisante.

23. Le système de surveillance mis sur pied par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et actuellement assuré par l'Autorité sanitaire intérimaire de l'ATNUTO a permis de suivre quelque 320 000 consultations sanitaires, au cours desquelles on a enregistré plus de 80 000 cas de paludisme, 27 000 cas d'infection des voies respiratoires inférieures, 22 000 cas de diarrhée simple et 4 100 cas de diarrhée avec perte de sang, 900 cas que les médecins soupçonnent être de rougeole et 300 cas qu'ils soupçonnent être de méningite. Le réseau de surveillance des maladies transmissibles a aussi déterminé, pour la première fois au Timor oriental, des cas d'encéphalite japonaise et de leishmaniose cutanée.

24. Dès les premiers temps de l'application des programmes humanitaires, les organismes ont convenu de la nécessité de passer des secours d'urgence aux travaux de relèvement et de développement, de façon à assurer l'établissement de structures sanitaires viables et de politiques sanitaires à long terme dans le territoire. La création de l'Autorité sanitaire intérimaire nationale a illustré qu'il y avait accord général de tous les protagonistes du secteur de la santé pour réorienter l'action de la communauté des services de santé. Parmi les autres initiatives, on peut citer la création d'une pharmacie centrale, l'établissement d'une liste nationale des médicaments essentiels, l'emphase renouvelée donnée aux services de santé à l'intention des enfants, des adolescents, des femmes, et en matière de repro-

duction, et la mise sur pied d'un système national de surveillance des maladies. On a aussi réalisé de gros progrès dans l'établissement d'un programme national sur la tuberculose : 1 300 tuberculeux suivent actuellement un traitement. D'ici la fin de 2000, le programme sera progressivement élargi de façon à couvrir les 13 districts du Timor oriental. Des programmes axés sur la maternité sans risques, la santé des adolescents, la planification de la famille, l'hygiène sexuelle et la prévention et le contrôle des maladies sexuellement transmissibles, y compris le virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/sida), sont également exécutés sous l'égide de l'Autorité sanitaire intérimaire. L'UNICEF et l'organisation Action contre la faim ont également établi un programme de surveillance de la nutrition à l'intention des enfants de moins de 5 ans.

25. Les questions relatives aux ressources humaines, en particulier la perte d'un grand nombre de médecins et de la plupart des cadres moyens et supérieurs des services de santé, ont un fort impact sur le fonctionnement futur des services de santé. L'Autorité sanitaire intérimaire, de concert avec les participants au programme de santé, fournira un apport technique et une formation pour continuer de développer le secteur de la santé.

### C. L'éducation

26. Les écoles du Timor oriental ont été gravement endommagées, et les pillards ont emporté le matériel et l'équipement de presque tous les établissements lors de la vague de destruction qui a balayé le territoire en septembre 1999. En outre, un grand nombre d'enseignants qualifiés ont quitté le territoire à la suite du résultat du vote en faveur de l'indépendance.

27. Toutefois, peu après le déploiement de l'INTERFET et l'établissement de zones sécurisées, les écoles primaires ont été rouvertes et les classes tenues dans des terrains de jeu en plein air et des immeubles destinés à d'autres fins. Pendant l'année scolaire 1999/2000, l'UNICEF, le PAM et un certain nombre d'organisations non gouvernementales se sont surtout attachés à trouver des stimulants pour amener les instituteurs à revenir dans le territoire et à apporter et distribuer des auxiliaires pédagogiques à tous les districts. Grâce à la remise en état des écoles et à la formation pédagogique, on a réussi à porter le nombre d'enfants inscrits à l'école primaire à 170 000 (contre 167 000

l'année scolaire précédente, 1998/1999). Avant la consultation populaire, environ 800 écoles primaires étaient en fonctionnement. En décembre 1999, seules 420 d'entre elles étaient ouvertes. À la fin du mois de mai 2000, ce chiffre avait été porté à 752.

28. En outre, la création de comités d'éducation composés d'enseignants locaux et de représentants des églises et des organisations politiques dans tous les districts et sous-districts du territoire est venue renforcer le rétablissement de l'éducation au Timor oriental. Pour compléter les programmes d'appui à l'éducation, les organismes humanitaires et les donateurs ont apporté et distribué des fournitures destinées à l'enseignement et aux loisirs, à l'intention tant des écoliers que de leurs instituteurs.

29. Dans la phase en cours, qui marque la transition des secours au développement, les agents d'aide humanitaire et la composante militaire continueront de travailler en collaboration étroite avec le Département de l'éducation, l'ATNUTO prenant la responsabilité des fonctions précédemment assumées par les organismes humanitaires dans le secteur de l'éducation.

30. Des matériaux de construction (feuilles de tôle galvanisée, clous, ciment et bois d'oeuvre) en quantité suffisante pour environ 250 salles de classe ont également été livrés. À ce jour, l'INTERFET, la marine des États-Unis d'Amérique et les communautés locales ont réparé plus de 40 écoles, comprenant quelque 200 salles de classe. Une deuxième distribution de matériaux de construction devant servir à remettre en état 1 200 salles de classe de plus a commencé en juin. Les travaux devraient être terminés à la fin de l'année.

31. Outre les auxiliaires pédagogiques et la remise en état des infrastructures, on se concentre sur la formation pédagogique. Un programme de formation en cours d'emploi des instituteurs a été lancé le 1er mai, et on prévoit de former quelque 2 000 enseignants au Timor oriental dans l'avenir proche.

32. En contraste avec la remise sur pied de l'enseignement primaire au Timor oriental, l'enseignement au niveau au-dessus a, en tout état de cause, disparu. Environ 80 % des professeurs du secondaire étaient indonésiens, de même que la plupart des fonctionnaires du Département de l'éducation. Ils ont quitté le territoire, et la plupart ne reviendront probablement pas.

33. Les enfants sont les victimes qui ont été le plus touchées par la violence au Timor oriental. S'il est vrai que le rétablissement des écoles a réduit l'impact des traumatismes subis pendant les violentes suites de la consultation populaire, un grand nombre d'enfants continuent de souffrir des effets psychologiques de leur exposition au conflit. Cela étant, les organismes ont commencé d'évaluer les besoins, notamment par des consultations et par l'établissement de partenariats avec leurs homologues locaux et internationaux, pour identifier quatre grands secteurs de projet en matière de droits et de protection de l'enfant : établissement d'espaces accueillants pour les enfants; appui psychosocial; sensibilisation aux droits des enfants et des femmes; et développement des structures législatives et de politique pour protéger ces droits.

34. L'appui psychosocial est apporté par l'intermédiaire du Forum Kumunikasi Perempuan Lorosae (FOKUPERS), organisation non gouvernementale locale qui a rétabli un foyer d'hébergement de femmes à Dili. Le groupe a mené des activités d'appui psychosocial et de conseils aux enfants et aux femmes victimes de violence et d'abus sexuels.

35. Les activités futures se concentreront sur le renforcement des capacités et seront menées par l'intermédiaire de groupes de jeunes, d'associations religieuses et de groupes de femmes, et porteront sur la conduite des affaires publiques, la gestion et les compétences de la vie courante, et la sensibilisation aux principes humanitaires et aux droits fondamentaux.

#### **D. Le rapatriement des réfugiés**

36. Les activités organisées de rapatriement librement consenti des réfugiés est-timorais a commencé en octobre 1999. Depuis, quelque 167 000 personnes sont revenues chez elles de façon méthodique et dans la dignité, y compris quelques anciens membres des forces armées et des milices indonésiennes. Sur le nombre total de réfugiés, quelque 44 000 sont rentrés chez eux de leur propre initiative en passant les frontières par voie de terre. Les autres ont reçu une aide pour revenir par voie de terre, de mer, ou aérienne dans le cadre d'opérations menées par le HCR, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et leurs partenaires d'exécution. Dans le cadre des efforts de rapatriement, des réunions de famille aux points de passage des frontières, organisées par le Groupe d'observateurs militaires de l'ATNUTO, le HCR et l'OIM, ont permis

à des milliers de réfugiés de rencontrer des rapatriés ou d'autres personnes, ce qui a facilité l'échange d'informations directes sur la situation au Timor oriental et leur donner confiance dans leur retour. Le HCR a aussi mené des campagnes d'information de masse des deux côtés de la frontière timoraise pour promouvoir le rapatriement et la réintégration librement consentis, en s'attachant particulièrement à la question complexe de la réconciliation.

37. Toutefois, depuis le début de 2000, on a assisté à un fort déclin du taux de retours du Timor occidental, 42 000 personnes seulement ayant été rapatriées depuis début janvier. Depuis la première semaine d'août, il n'y a pratiquement pas eu de retour par voie de terre au Timor oriental, et les réunions de famille à la frontière ont été suspendues. Il y a également eu une sérieuse escalade de la violence et des attaques contre les agents des services humanitaires. À Atambua, le complexe de l'OIM a été ciblé le 12 août 2000 au cours d'une manifestation de la milice, sans que les forces armées ou la police indonésiennes n'interviennent. À la suite de cet événement, le HCR, l'OIM et une organisation non gouvernementale ont réinstallé la plus grande partie de leur personnel à Kupang. Le 22 août, des miliciens ont attaqué et gravement blessé trois fonctionnaires du HCR qui acheminaient une assistance humanitaire à un camp de réfugiés à Naen, au voisinage d'Oecussi. Le 6 septembre, lors d'une attaque lancée contre les locaux de l'ONU à Atambua, trois agents du HCR ont été brutalement assassinés par des éléments de la milice déchaînés, qui ont pris d'assaut les locaux de l'ONU où ces agents s'étaient réfugiés et les ont totalement incendiés. Ces faits, alliés au harcèlement continu du personnel du bureau de l'ONU à Kupang, ont amené la suspension totale des opérations des Nations Unies et l'évacuation de tout leur personnel et des agents des organisations non gouvernementales internationales du Timor occidental.

38. En septembre 2000, le nombre des réfugiés est-timorais au Timor occidental est estimé à entre 100 000 et 120 000 personnes. La majorité de ces réfugiés sont des agriculteurs, quoiqu'il demeure une importante minorité d'anciens fonctionnaires (y compris d'anciens membres de la police et des forces armées indonésiennes). La présence dans les camps de réfugiés d'anciens éléments de la milice et de dirigeants ayant une position fortement proautonomie a donné lieu à des campagnes de mésinformation et d'intimidation visant à empêcher les réfugiés de rentrer chez eux. Certains réfu-

giés citent leurs incertitudes quant à la sécurité physique et politique et leurs inquiétudes quant à leurs proches et la sécurité alimentaire comme étant les principaux obstacles à leur retour. La présence de groupes d'anciens miliciens a été l'obstacle principal empêchant les agents des services humanitaires de s'acquitter efficacement de leur tâche. Les opérations ayant été suspendues, il est difficile de déterminer combien de réfugiés choisiront de rester au Timor occidental. Certains chiffres donnent à penser que plus de 30 000 personnes choisiront peut-être les solutions d'installation locale ou de transmigration offertes par les autorités indonésiennes.

39. Il faut accepter le fait que la plus grande partie des réfugiés restants ne reviendra jamais, et trouver d'autres moyens de les réinstaller, en collaboration avec les responsables indonésiens. La présence d'un grand nombre de réfugiés du Timor oriental continue de mécontenter les communautés locales. Des accrochages récents entre la population locale et les réfugiés illustrent bien les tensions actuelles des relations intercommunautaires, qui risquent de s'intensifier encore et de déboucher sur une nouvelle poussée de violence à moins que les autorités indonésiennes ne prennent des mesures décisives.

## **E. La coopération entre les partenaires civils et la composante militaire**

40. S'il est vrai qu'aux termes de la résolution 1272 (1999) du Conseil de sécurité, la responsabilité primordiale de la composante militaire de l'ATNUTO est tout d'abord d'assurer la stabilité et la sécurité du Timor oriental, cette composante, tout comme l'INTERFET, a apporté un gros appui aux activités humanitaires. Les principales activités humanitaires de la composante militaire de l'ATNUTO ont porté sur l'assistance médicale, l'appui logistique aux autres composantes de l'ATNUTO, aux organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales, la remise en état des écoles et d'autres infrastructures publiques et l'organisation d'activités sportives, récréatives et éducatives à l'intention des Est-Timorais. Dans tous les districts, le personnel civil et militaire de l'ATNUTO a travaillé en coopération étroite avec les administrations de district pour apporter l'assistance nécessaire. L'une des contributions les plus importantes tant de l'INTERFET que de la composante militaire de l'ATNUTO à l'effort humanitaire a été d'apporter un

soutien logistique au transport par terre, par mer et par air des fournitures et du matériel, en particulier à l'enclave d'Oecussi. La composante militaire fournit aussi un appui technique aux autres composantes de l'ATNUTO et aux communautés d'aide humanitaire et d'aide au développement.

41. La composante militaire de l'ATNUTO a aussi apporté un appui à tous les districts pour ce qui est des installations et du matériel de sport, de la projection de films, de cours de langues et de formation professionnelle et formation de personnel qualifié. En outre, l'accès à toutes les installations médicales militaires a été ouvert aux Est-Timorais et, à la fin de mai 2000, les unités médicales militaires de l'ATNUTO avaient prodigué des soins à 20 257 habitants du Timor oriental.

## F. La coordination

42. Dans la situation d'urgence complexe à laquelle le Timor oriental a été confronté immédiatement après la consultation populaire, l'effort regroupé de coopération des organismes humanitaires et des forces militaires de l'INTERFET a été l'élément décisif qui, en assurant l'acheminement efficace de l'assistance humanitaire dans tout le territoire, a permis d'éviter une catastrophe humanitaire.

43. La coordination des activités humanitaires au Timor oriental a été initialement dirigée par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, avec un déploiement massif du personnel des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales dans les régions où la situation humanitaire était la plus préoccupante. Une bonne interaction avec l'INTERFET était une condition impérative pour l'acheminement de l'assistance humanitaire, car la sécurité lors des premières étapes du programme humanitaire tenait au déploiement de troupes de l'INTERFET et à l'établissement de zones sécurisées pour les opérations.

44. Le 1er janvier 2000, la responsabilité de la coordination des activités humanitaires est passée du Bureau de la coordination des affaires humanitaires à la composante Aide humanitaire et relèvement d'urgence de l'ATNUTO. La transition a été complète lorsque le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour l'aide humanitaire et le relèvement d'urgence a repris ces fonctions.

45. Dans les mois qui ont suivi, les organismes techniques étant fermement établis dans les secteurs huma-

nitaires et avec l'évolution des départements sectoriels de l'ATNUTO, les organismes ont assumé la responsabilité de la coordination dans les secteurs relevant de leur compétence.

46. Une évaluation du programme humanitaire a été menée en avril et mai 2000, en trois phases : auto-évaluation par les exécutants du programme humanitaire; évaluation des bénéficiaires par les organisations non gouvernementales nationales; et une évaluation externe par une équipe de donateurs et de consultants indépendants. Le résultat en a été la compilation d'un tableau récapitulatif, par secteur, de la tâche accomplie par le programme humanitaire, et un catalogue des meilleures pratiques pour usage lors d'interventions futures. On a déterminé tant les succès que les déficiences de l'opération humanitaire, ce qui a permis aux exécutants du programme humanitaire d'étudier l'impact de leurs programmes respectifs et d'orienter leurs plans futurs en conséquence.

47. La conclusion générale de cette étude est que, dans l'ensemble, l'aide humanitaire a été apportée de façon efficace et aux moments voulus. L'un des enseignements tirés est qu'il faudrait améliorer la consultation avec les bénéficiaires et les dirigeants civils locaux au début de ces opérations. L'étude a aussi servi à rendre compte de façon préliminaire aux donateurs des fonds dépensés pendant la période d'octobre 1999 à avril 2000. Le suivi financier dans tous les organismes a révélé que 79 % des fonds reçus (150 millions de dollars des États-Unis) avaient été déboursés et que, sur ce montant, 59 % étaient allés à l'assistance alimentaire, au rapatriement des réfugiés et à l'appui à la fourniture d'abris. Les deux tiers des fonds reçus avaient été versés par l'intermédiaire du processus d'appel global. Les fonds ont été utilisés de façon égale dans les 13 districts du Timor oriental, chacun recevant 6 % à 8 % du budget humanitaire total, à l'exception du district de Dili, qui a reçu 13 % de tous les fonds déboursés.

48. Avec la création d'une capacité de contrôle dans les différents départements de l'ATNUTO, la responsabilité de la coordination à l'intérieur des secteurs est passée des organismes humanitaires à l'ATNUTO, qui est en train d'élaborer des politiques et des stratégies pour application au Timor oriental. Toutefois, le PAM continue de coordonner le secteur de l'alimentation et le HCR celui des abris.

49. La composante Aide humanitaire et relèvement d'urgence de l'ATNUTO continue de tenir régulièrement des réunions de coordination avec les organisations et institutions participant au programme humanitaire et aussi avec les entités participant aux activités de développement.

50. À la fin de 2000, la composante Aide humanitaire et relèvement d'urgence aura entièrement transféré la responsabilité de la coordination humanitaire à un bureau de la nouvelle structure de l'Administration transitoire. La composante a présenté une proposition, qui doit être étudiée par le Conseil législatif national, concernant la passation totale de ses responsabilités à un ensemble de services de l'ATNUTO et du Bureau du Coordonnateur des activités de développement des Nations Unies d'ici le 31 décembre 2000.

51. Un bureau de coordination avec les organisations non gouvernementales a été établi dans les premiers temps de la crise pour veiller à ce que les organisations non gouvernementales nationales et internationales aient accès aux informations d'autres protagonistes des activités humanitaires, des donateurs et de l'INTERFET. Le nombre d'organisations non gouvernementales nationales ayant opéré au Timor oriental avant les événements de 1999 étant limité, on a accordé une attention spéciale à la création d'un forum d'organisations non gouvernementales qui appuie le renforcement des capacités des organisations non gouvernementales de développement locales. D'ici la fin de septembre 2000, les Est-Timorais auront assumé entièrement la responsabilité de la gestion du forum.

### **G. Développement communautaire, reprise économique et relèvement**

52. La dévastation au Timor oriental a touché tous les aspects de la vie dans le territoire. Pour permettre à la population de s'en remettre, on a lancé un certain nombre de programmes, à court terme comme à long terme. Le programme d'emploi temporaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le programme d'habilitation communautaire de la Banque mondiale et des interventions de l'Agence australienne pour le développement international (AusAID) et de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) ont contribué de diverses façons à relancer l'activité des entreprises et du marché. Des projets à impact rapide pour la création d'emplois et la production de revenus menés sous l'égide du Fonds

d'affectation spéciale de l'ATNUTO, du HCR et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires ont permis, dans un environnement où le chômage est élevé et les possibilités limitées, de trouver des solutions qui déboucheront sur la promotion d'une activité économique productive à court terme.

53. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a élaboré un plan d'action pour la remise en état et la gestion des infrastructures essentielles au Timor oriental et, avec un financement apporté par l'Australie, le Canada, la Norvège et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, a réparé des centrales électriques à Dili et Maliana. Il a aussi réparé d'urgence les routes des districts d'Ermera et de Dili. Grâce à un financement des Gouvernements japonais et portugais, le PNUD et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) exécutent actuellement un grand programme de remise en état des infrastructures qui coûtera 30 millions de dollars des États-Unis sur trois ans et qui a commencé en juillet 2000.

54. Les réseaux de distribution d'eau au Timor oriental, bien qu'ayant effectivement été endommagés pendant la vague de destruction de septembre 1999, souffrent en fait plutôt d'une mauvaise planification, d'un entretien inadéquat et d'investissements trop faibles par les gouvernements précédents. La réponse de la communauté internationale pendant la période de crise, en particulier d'OXFAM-Grande Bretagne et d'Action contre la faim, a été d'approvisionner immédiatement en eau les régions où la population était la plus concentrée. À mesure que la situation humanitaire générale se stabilise et que l'ATNUTO assume la responsabilité des réseaux de distribution d'eau urbains, les organisations non gouvernementales, avec l'approbation et l'encouragement de l'ATNUTO, mettent davantage l'accent sur la remise en état des réseaux de distribution d'eau dans les campagnes.

55. Il faut encore parer aux besoins du territoire en matière d'assainissement. Le bureau de l'eau et de l'assainissement nouvellement établi du Gouvernement transitoire, avec l'appui de l'UNICEF et d'organisations non gouvernementales, mobilisera des spécialistes qui fourniront des informations et des matériaux pour améliorer l'assainissement dans 56 villages. On développera aussi les réseaux de distribution d'eau ruraux, notamment en employant les techniques appropriées de collecte d'eau de pluie.

56. Étant donné l'expérience et les connaissances techniques relativement limitées des protagonistes autochtones, l'ATNUTO, les organismes des Nations Unies, les donateurs et les organisations non gouvernementales concentrent leurs efforts sur le renforcement des capacités des Est-Timorais dans tous les secteurs de l'intervention humanitaire et en faveur du développement. Une formation de base concernant l'état de droit et les droits de l'homme a été organisée à l'intention des membres du judiciaire. À la demande de l'ATNUTO, le PNUD a établi une proposition détaillée de programme pour le renforcement futur des capacités dans le domaine de la gouvernance et de l'administration publique. Le projet de l'UNICEF pour le renforcement des capacités cherche à développer les compétences est-timoraises en matière de gestion et d'encadrement, en mettant l'accent sur la réconciliation et le respect des droits de l'homme. En coopération avec l'AusAID, une formation aux fonctions de direction, l'accent étant mis sur les droits des enfants, a été donnée aux membres du Conseil national de la résistance timoraise. Une aide a été apportée pour améliorer la gestion de Timor Aid, la plus grande organisation non gouvernementale du Timor oriental, avec qui l'UNICEF coopère pour reconstruire les écoles. L'UNICEF fait aussi contribuer les groupes de jeunes aux activités de réconciliation et de reconstruction en les encourageant à participer à des activités sportives.

57. La crise humanitaire immédiate étant passée, les organismes des Nations Unies axent à présent le gros de leurs activités sur le relèvement et le développement à plus long terme, dans le cadre de leurs mandats respectifs. Le Coordonnateur des activités de développement des Nations Unies a lancé une opération de bilan commun de pays, qui aidera à assurer une stratégie et une perspective communes.

58. Parmi les programmes de développement prévus par les organismes des Nations Unies et l'OIM on peut citer le lancement de nouveaux projets pour la période de juillet 2000 à juin 2001, à un coût estimatif de 48 millions de dollars des États-Unis. À l'avenir, les organismes des Nations Unies apporteront une assistance au développement dans les domaines suivants : services de base, remise en état de l'infrastructure sociale, gestion des affaires publiques et renforcement des capacités, emploi, développement des entreprises et formation, développement agricole et rural, promotion de moyens de subsistance durables et développement

communautaire, et organisation d'un recensement démographique.

59. En juin 2000, on disposait, grâce au financement des organismes des Nations Unies ou de sommes déjà engagées par les donateurs, d'un montant estimé à 33,7 millions de dollars des États-Unis pour le développement communautaire, la reprise économique et le relèvement. En outre, on envisage que, en consultation avec l'ATNUTO et les dirigeants est-timorais, les organismes des Nations Unies élaboreront de nouveaux programmes et projets prioritaires qui entraîneront peut-être de nouveaux besoins de financement.

## V. Conclusions

60. Les difficultés dues au déplacement massif et à la destruction généralisée qui se sont produits au cours de la poussée de violence qui a éclaté après la consultation populaire du 30 août 1999 ont été en grande partie surmontées grâce à la rapidité et à la générosité de la réponse apportée par les donateurs aux besoins nés de la crise. Avec ces ressources, la communauté d'aide humanitaire a pu apporter l'assistance voulue à un stade suffisamment précoce pour empêcher la détérioration de l'état physique de la population bénéficiaire. Ces facteurs, alliés à la faculté d'adaptation et à la détermination de la population est-timoraise, ont empêché l'apparition d'un cycle de dépendance et ont contribué au maintien de la dignité humaine chez les Est-Timorais. Autre élément important pour la transition des secours au développement : le fait que tous les partenaires de l'oeuvre humanitaire se sont rendus compte que l'accent devait porter sur les questions de relèvement et de développement, sans négliger pour autant les questions humanitaires. Il faudra que la communauté internationale maintienne son engagement dans l'avenir prévisible, dans tous les secteurs, si l'on veut assurer que les programmes continuent de bénéficier à la population du Timor oriental et ouvrir la voie à l'autosuffisance et au développement durable.